

L'ORNE COMBATTANTE

jeudi 28 mars 2019

546 mots

-

Orne

Jean-Guéhenno. Enseignants et parents inquiets pour la rentrée 2019



Le conseil d'administration du lycée polyvalent Jean-Guéhenno, à Flers, s'est réuni jeudi 21 mars. La réunion a été boycottée par les représentants des personnels d'enseignement et d'éducation et ceux des parents d'élèves de la FCPE « **afin d'alerter sur les conditions dans lesquelles se prépare la rentrée 2019** », expliquent les enseignants de l'établissement dans un communiqué.

Selon eux, « **la réforme du lycée est mise en place à marche forcée sans laisser le temps aux équipes pédagogiques de s'y préparer correctement** ». Ils craignent que derrière cette réforme « **se cache en réalité une politique d'économie, de suppressions de postes et de dégradations des conditions de travail des élèves comme des personnels** ».

Deux postes d'enseignants en moins

Les enseignants évoquent notamment une dotation horaire globale (DHG) attribuée au lycée Jean-Guéhenno « **très insuffisante pour faire fonctionner le lycée au service de la réussite des élèves. Elle entraîne la suppression de deux postes d'enseignants et la mise en place de services partagés avec d'autres établissements** ». Des heures de dédoublement de classes seraient également supprimées. « **Les élèves seront donc encore plus souvent dans des classes avec des effectifs à plus de 30 élèves** ».

Ils dénoncent aussi le non-remplacement d'un poste d'assistant DDFPT (anciennement assistant chef de travaux) et la suppression définitive d'un poste de conseiller principal d'éducation (CPE). « **Cela est particulièrement préoccupant en temps de réformes structurelles importantes concernant aussi bien le lycée général que la section d'enseignement professionnel** ».

Les enseignants parlent aussi de « **la fermeture plus que probable du CAP serrurerie-métallerie l'an prochain** ». Un choix qu'ils jugent « **incompréhensible puisqu'il est demandé par le ministère d'inclure de plus en plus les élèves présentant divers troubles (langage et apprentissage, développement, fonctions motrices...) dans des formations dont l'objectif est l'insertion professionnelle. Or ce CAP avait vocation à être une formation d'insertion** ».

Crainte de classes surchargées

Dans le même temps, les attentes de l'enseignement supérieur ne sont pas encore définies. « **Comment, dans ces conditions, conseiller les élèves et leurs familles ?** », s'interrogent les équipes pédagogiques. De plus, ils pensent que la mission de professeur principal « **va considérablement s'alourdir et de nombreux enseignants de l'établissement ont déjà indiqué qu'ils n'accepteraient plus cette charge à la rentrée prochaine** ».

Les représentants des professeurs s'inquiètent aussi du « **peu de formations ou d'accompagnements sérieux [...] proposés aux enseignants [...] alors que les programmes de**

spécialités de la classe de 1^{re}, récemment publiés, vont s'appliquer dès septembre 2019 »

Selon eux, la réforme aura pour conséquence de « **faire des classes surchargées, la norme, augmenter le nombre de classes et d'élèves suivis par chaque enseignant, donner moins de temps pour former et instruire tout en alourdissant certains programmes** ».

Et de conclure, « **ce n'est pas « l'école de la confiance et de l'excellence » que nous voulons !** »



Le conseil d'administration a été boycotté par les représentants des personnels d'enseignement et d'éducation et ceux des parents d'élèves de la FCPE, jeudi 21 mars (photo d'archives).